CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.633/2
du 23 décembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'prévoyant la prise en considération dans le calcul de la pension des allocations de valorisation accordées à certains agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.633/2
van 23 december 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van de waarderingstoelgen toegekend aan sommige ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat'

Le 29 novembre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Pensions à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'prévoyant la prise en considération dans le calcul de la pension des allocations de valorisation accordées à certains agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 23 décembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 décembre 2013.

*

Op 29 november 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van de waarderingstoelgen toegekend aan sommige ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 23 december 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 december 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1. L'article 233, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 'portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État' prévoit que l'allocation de valorisation prévue aux articles 231 et 232 est « prise en compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie ».

Le projet tend à transférer cette disposition dans l'article 8, § 2, alinéa 1er, de la loi générale du 21 juillet 1844 'sur les pensions civiles et ecclésiastiques', ce que le rapport au Roi qui y est joint explique de la sorte :

> « Conformément aux articles 231 et 232 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 portant le statut des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État, l'inspecteur et l'inspecteur divisionnaire rémunérés par l'échelle de traitement B3, B4a ou B5 et le commissaire rémunéré par l'échelle de traitement A3 ou A4a qui ont réussi la mesure de valorisation liée à leur grade, ont droit à une allocation de valorisation pendant quatre ans.
>
> L'article 233, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 précité prévoit que l'allocation de valorisation est prise en compte pour le calcul des pensions de retraite et de survie.
>
> Or, en vertu de l'article 179 de la Constitution, la prise en compte d'un supplément de traitement pour le calcul de la pension ne peut avoir lieu qu'en application d'une loi.
>
> En conséquence, bien que délibéré en Conseil des Ministres, l'arrêté royal du 13 décembre 2006 ne constitue pas une base réglementaire valable pour permettre la prise en compte dudit supplément, celle-ci ne pouvant s'effectuer qu'en complétant la liste visée à l'article 8, § 2 précité.
>
> Le présent arrêté ajoute donc les allocations de valorisation accordées en application des articles 231 et 232 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 dans la liste des suppléments de traitement énumérés à l'article 8, § 2, alinéa 1er, de la loi du 21 juillet 1844.
>
> La prise en compte de ces suppléments pour le calcul de la pension a pour conséquence qu'ils doivent faire l'objet de la retenue personnelle de 7,5 p.c. versée au Service des Pensions du Secteur public en vue du financement des pensions de survie.
>
> Enfin, il y a lieu de noter que comme l'alinéa 4 de l'article 233, § 2, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 non seulement est illicite mais qu'en outre il devient inutile, cette disposition est abrogée par le présent arrêté.
>
> Conformément à l'article 108, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 4 mai 2007 relatif au stage et à la formation des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'État, les allocations de valorisation visées aux articles 231 et 232 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 pouvaient être payées à partir du 1er avril 2007. Par conséquent, le

présent arrêté produit ses effets également à cette date. Néanmoins, l'article 2 du présent arrêté prend effet au 1er novembre 2007, date à laquelle l'article 233, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 est entré en vigueur ».

Dans son avis du 1er juillet 2013, l'Inspecteur général des Finances relève notamment que

« Sous l'apparence d'une correction d'ordre technique se glisse l'apparition d'une retenue de 7,5 % sur les allocations de valorisation, avec un effet rétroactif à partir du 1er novembre 2007.

[…]

L'Inspection des finances pose la question de savoir si les pensions des agents concernés ne sont pas déjà calculées en tenant compte de ces allocations de valorisation, auquel cas, il n'y aurait pas de charge budgétaire nouvelle, mais simplement une recette nouvelle au budget du Service des Pensions du Secteur Public correspondant à 7,5 % des sommes concernées avec effet rétroactif. L'Inspection rappelle que l'instauration d'une retenue avec un effet rétroactif qui peut atteindre 100 % présente le risque d'être l'objet de recours auprès du Conseil d'État.

L'avis de l'Inspection des finances est favorable sur la proposition, en ce qu'elle concerne l'avenir et ne serait pas rétroactive. Pour ce faire, il conviendrait de modifier la date de prise d'effet du projet d'arrêté ».

2. Suivant l'article 179 de la Constitution,

« Aucune pension, aucune gratification à la charge du trésor public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi ».

Contrairement à ce qu'affirme le rapport au Roi, l'article 233, § 2, alinéa 4, précité de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 trouve un fondement légal suffisant, au regard de cette disposition constitutionnelle, dans la première phrase de l'article 8, § 2, alinéa 4, de la loi générale du 21 juillet 1844 'sur les pensions civiles et ecclésiastiques' :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, compléter la liste des suppléments de traitement visés aux alinéas 1er et 2 ».

Certes, l'article 233, § 2, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 n'a pas formellement complété cette liste, ainsi que tend à le faire l'article 1er du projet, mais il n'en reste pas moins que son effet juridique est identique et correspond, au fond, à ce que prévoit cette habilitation légale.

Il n'est par conséquent pas exact que « l'arrêté royal du 13 décembre 2006 ne constitue pas une base réglementaire valable pour permettre la prise en compte dudit supplément, celle-ci ne pouvant s'effectuer qu'en complétant la liste visée à l'article 8, § 2 précité », même si cette façon de procéder est préférable d'un point de vue strictement formel. Il est donc également excessif d'écrire que « l'alinéa 4 de l'article 233, § 2, de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 […] est illicite ».

3. Conformément à l'article 60 de la loi du 15 mai 1984 'portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions',

> « Les traitements ainsi que les autres éléments de la rémunération qui interviennent pour le calcul des pensions de retraite, allouées aux personnes désignées à l'article 59 sont soumis à une retenue obligatoire fixée à 7,5 p.c. » [1].

Cette retenue obligatoire s'applique donc à tous les « autres éléments de la rémunération qui interviennent pour le calcul des pensions de retraite » et non uniquement à ceux énumérés à l'article 8, § 2, alinéas 1er et 2, de la loi générale du 21 juillet 1844 'sur les pensions civiles et ecclésiastiques'.

Le Conseil d'État ne voit dès lors pas pourquoi l'allocation de valorisation prévue par les articles 231 et 232 de l'arrêté royal du 13 décembre 2006 y échapperait, dès lors que son article 233, § 2, alinéa 4, prévoit qu'elle est « prise en compte pour le calcul de la pension de retraite et de survie ».

En conclusion, le projet ne modifie aucune règle actuellement applicable et comme il n'a dès lors de portée effective que purement formelle, et non juridique, la rétroactivité est inutile et doit être omise.

4. Dans l'alinéa 1er du préambule, le mot « modifié » doit être remplacé par « inséré ».

Un nouvel alinéa 2 doit aussi y être inséré afin d'y viser l'arrêté royal du 13 décembre 2006 que l'article 2 du projet tend à modifier [2].

L'alinéa 5 du préambule, visant la dispense de l'examen préalable prévue par l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant exécution de l'article 19/1, § 1er, deuxième alinéa du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable', doit être omis.

5. Comme mentionné dans l'avis 42.843/2, donné par la section de législation du Conseil d'État, le 9 mai 2007 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 juin 2007 pris en exécution de l'article 8, § 1er, alinéa 3 et § 2, alinéa 4 de la loi du 21 juillet 1844 'sur les pensions civiles et ecclésiastiques' :

> « L'arrêté royal du 10 juillet 2001 relatif à la prise en considération en matière de pension des suppléments de traitement accordés aux magistrats ne modifie pas l'article 8,

[1] Les personnes visées sont notamment celles appelées à bénéficier d'une pension de retraite à charge du trésor public et, suivant l'article 61 de la même loi,
« Le produit de la contribution personnelle prévue à l'article 60 est versé au Service des Pensions du Secteur public et est destiné au financement des pensions des ayants droit des personnes visées à l'article 59. L'excédent du produit de celle contribution par rapport à la charge de ces pensions est destiné au financement des pensions de retraite à charge du Trésor public ».

[2] *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires* (www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative »), recommandations nos 29 et 30.

§ 2, alinéa 1er, de la loi générale du 21 juillet 1844 [3], de sorte que la référence à cet arrêté royal dans la phrase liminaire de l'article 2 du projet doit être omise [4] » [5].

Il y a donc lieu de supprimer la mention de cet arrêté royal du 10 juillet 2001 dans la phrase liminaire de l'article 1er du projet et d'y ajouter celle des deux plus récentes modifications, par les arrêtés royaux des 27 septembre 2009 et 5 décembre 2011.

*

[3] *Note de bas de page 3 de l'avis cité :* Cet arrêté royal du 10 juillet 2001 ajoute un alinéa 5 au deuxième paragraphe de l'article 8 de la loi générale du 21 juillet 1844. L'arrêté royal du 30 janvier 2006 relatif à la prise en considération en matière de pension de divers suppléments de traitement accordés aux magistrats remplace cet alinéa 5, de telle sorte que celui du 10 juillet 2001, précité, est de ce fait devenu sans objet.

[4] *Note de bas de page 4 de l'avis cité :* Comme elle ne fait pas référence à cet arrêté royal du 10 juillet 2001, la phrase liminaire de l'article 1er du projet qui fait l'objet de l'avis 42.843/2, précité, est donc correctement rédigée.

[5] Avis 47.006/2/V du 4 août 2009 sur le projet devenu l'arrêté royal du 27 septembre 2009 'assimilant les mandats attribués à certains fonctionnaires généraux de la Communauté française à une nomination à titre définitif en matière de pension et prévoyant la prise en considération dans le calcul de la pension de la prime accordée à ces mandataires'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1. Artikel 233, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 'houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat', bepaalt dat de waarderingstoelage waarvan sprake in de artikelen 231 en 232 "in aanmerking (wordt) genomen voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen".

Het ontwerp beoogt de omzetting van deze bepaling in artikel 8, § 2, eerste lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 'op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen', hetgeen in het daarbij gevoegde verslag aan de Koning wordt uitgelegd als volgt:

> "Overeenkomstig de artikelen 231 en 232 van het koninklijk besluit van 13 december 2006 houdende het statuut van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat, hebben de inspecteur en de afdelinginspecteur die bezoldigd worden met de weddenschaal B3, B4a of B5, en de commissaris die bezoldigd wordt met de weddenschaal A3 of A4a, die geslaagd zijn voor de waardemeting verbonden aan hun graad recht op een waarderingstoelage gedurende vier jaar.
>
> Artikel 233, § 2, vierde lid, van voormeld koninklijk besluit van 13 december 2006 stelt dat de waarderingstoelage in aanmerking genomen wordt voor de berekening van de rust- en overlevingspensioenen.
>
> Krachtens artikel 179 van de Grondwet kan een weddenbijslag voor de berekening van het pensioen evenwel slechts in aanmerking genomen worden met toepassing van een wet.
>
> Bijgevolg, hoewel overlegd in de Ministerraad, vormt het koninklijk besluit van 13 december 2006 geen geldige reglementaire basis voor de inaanmerkingneming van voormelde bijslag, aangezien dit enkel kan door de lijst bedoeld in voormeld artikel 8, § 2, aan te vullen.
>
> Dit besluit voegt de waarderingstoelagen toegekend met toepassing van de artikelen 231 en 232 van het koninklijk besluit van 13 december 2006 toe aan de lijst van de weddenbijlagen die opgesomd zijn in artikel 8, § 2, eerste lid, van de wet van 21 juli 1844.
>
> De inaanmerkingneming van deze bijslagen voor de berekening van het pensioen heeft voor gevolg dat zij het voorwerp moeten uitmaken van de persoonlijke inhouding van 7,5 pct. die gestort wordt aan de Pensioendienst voor de overheidssector met het oog op de financiering van de overlevingspensioenen.
>
> Tot slot wordt opgemerkt dat het vierde lid van artikel 233, § 2, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 niet enkel ongeoorloofd is maar bovendien overbodig wordt, zodat die bepaling opgeheven wordt door dit besluit.

Overeenkomstig artikel 108, tweede lid, van het ministerieel besluit van 4 mei 2007 betreffende de stage en de vorming van de ambtenaren van de buitendiensten van de Veiligheid van de Staat konden de waarderingstoelagen bedoeld in de artikelen 231 en 232 van het koninklijk besluit van 13 december 2006, uitbetaald worden vanaf 1 april 2007. Derhalve heeft dit besluit eveneens uitwerking op die datum. Niettemin krijgt artikel 2 van dit besluit uitwerking op 1 november 2007, datum waarop het artikel 233, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 in werking trad".

De Inspecteur-generaal van Financiën heeft in zijn advies van 1 juli 2013 inzonderheid het volgende gesteld:

"« Sous l'apparence d'une correction d'ordre technique se glisse l'apparition d'une retenue de 7,5 % sur les allocations de valorisation, avec un effet rétroactif à partir du 1er novembre 2007.

[…]

L'Inspection des finances pose la question de savoir si les pensions des agents concernés ne sont pas déjà calculées en tenant compte de ces allocations de valorisation, auquel cas, il n'y aurait pas de charge budgétaire nouvelle, mais simplement une recette nouvelle au budget du Service des Pensions du Secteur Public correspondant à 7,5 % des sommes concernées avec effet rétroactif. L'Inspection rappelle que l'instauration d'une retenue avec un effet rétroactif qui peut atteindre 100 % présente le risque d'être l'objet de recours auprès du Conseil d'État.

L'avis de l'Inspection des finances est favorable sur la proposition, en ce qu'elle concerne l'avenir et ne serait pas rétroactive. Pour ce faire, il conviendrait de modifier la date de prise d'effet du projet d'arrêté ».

2. Artikel 179 van de Grondwet luidt als volgt:

"Geen pensioen, geen gratificatie ten laste van de staatskas kan worden toegekend dan krachtens een wet".

In tegenstelling tot hetgeen gesteld wordt in het verslag aan de Koning, ontleent het voornoemde artikel 233, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 december 2006, in het licht van die grondwetsbepaling, een afdoende rechtsgrond aan de eerste zin van artikel 8, § 2, vierde lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 'op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen':

"De Koning kan, bij een besluit genomen na overleg in de Ministerraad, de lijst van de in het eerste en tweede lid bedoelde weddenbijslagen aanvullen".

Artikel 233, § 2, vierde lid, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 heeft deze lijst weliswaar niet op uitdrukkelijke wijze aangevuld, zoals artikel 1 van het ontwerp dit beoogt te doen, maar het rechtsgevolg ervan blijft niettemin hetzelfde en stemt in wezen overeen met hetgeen die door de wet verleende machtiging bepaalt.

Het is bijgevolg niet correct te stellen dat "het koninklijk besluit van 13 december 2006 geen geldige reglementaire basis (vormt) voor de inaanmerkingneming van voormelde bijslag, aangezien dit enkel kan door de lijst bedoeld in voormeld artikel 8, § 2 aan te vullen", ook al is deze werkwijze verkieslijk vanuit een strikt formeel oogpunt. Het is dus

eveneens overdreven te schrijven dat "het vierde lid van artikel 233, § 2, van het koninklijk besluit van 13 december 2006 (…) ongeoorloofd is".

3. Overeenkomstig artikel 60 van de wet van 15 mei 1984 'houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelinge' zijn

> "de aan de in artikel 59 bedoelde personen toegekende wedden evenals de andere bezoldigingselementen die in aanmerking genomen worden voor de berekening der rustpensioenen, (…) onderworpen aan een verplichte afhouding vastgesteld op 7,5 pct".[1]

Die verplichte afhouding geldt dus voor alle "andere bezoldigingselementen die in aanmerking genomen worden voor de berekening der rustpensioenen" en niet alleen voor die welke opgesomd worden in artikel 8, § 2, eerste en tweede lid, van de algemene wet van 21 juli 1844 'op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen'.

Het is de Raad van State derhalve niet duidelijk waarom die afhouding niet zou gelden voor de waarderingstoelage waarvan sprake in de artikelen 231 en 232 van het koninklijk besluit van 13 december 2006, daar in artikel 233, § 2, vierde lid, ervan bepaald wordt dat deze "in aanmerking genomen (wordt) voor de berekening van het rust- en overlevingspensioen".

De conclusie is dan ook dat het ontwerp, geen enkele thans geldende regel wijzigt, en dat, aangezien het dan ook uitsluitend een louter formele, en geen juridische draagwijdte heeft, de terugwerking zinloos is en achterwege gelaten moet worden.

4. In het eerste lid van de aanhef dienen de woorden "gewijzigd door" vervangen te worden door de woorden "ingevoegd bij".

In de aanhef dient ook een nieuw tweede lid te worden ingevoegd waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 13 december 2006 waarvan de wijziging door artikel 2 van het ontwerp beoogd wordt.[2]

Het vijfde lid van de aanhef waarin sprake is van de vrijstelling van het voorafgaand onderzoek bedoeld in artikel 2, 1°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 'houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid, van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling', dient te vervallen.

5. In advies 42.843/2, dat op 9 mei 2007 door de afdeling Wetgeving van de Raad van State gegeven is over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van

---

[1] De personen waarvan sprake, zijn inzonderheid die welke aanspraak zullen kunnen maken op een rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist, en artikel 61 van dezelfde wet bepaalt voorts dat

"de opbrengst van de in artikel 60 bepaalde persoonlijke bijdrage wordt gestort aan de Pensioendienst voor de overheidssector en is bestemd voor de financiering van de pensioenen van de rechtverkrijgenden van de in artikel 59 bedoelde pensioenen. Het overschot van de opbrengst van deze bijdrage ten opzichte van de last van deze pensioenen is bestemd voor de financiering van de rustpensioenen ten laste van de Staatskas".

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 29 en 30.

3 juni 2007 'tot uitvoering van artikel 8, § 1, derde lid en § 2, vierde lid, van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen', wordt het volgende gesteld:

> « Het koninklijk besluit van 10 juli 2001 betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van weddenbijslagen toegekend aan magistraten houdt geen wijziging in van artikel 8, § 2, eerste lid, van de algemene wet van 21 juli 1844[3] zodat de verwijzing naar dat koninklijk besluit in de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp moet vervallen[4] »[5].

In de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp behoort de vermelding van dat koninklijk besluit van 10 juli 2001 dus te vervallen en in de plaats daarvan moet melding worden gemaakt van de twee meest recente wijzigingen bij de koninklijke besluiten van 27 september 2009 en 5 december 2011.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Bernadette VIGNERON	Yves KREINS

[3] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies:* Dit koninklijk besluit van 10 juli 2001 voegt een vijfde lid toe aan de tweede paragraaf van artikel 8 van de algemene wet van 21 juli 1844. Het koninklijk besluit van 30 januari 2006 betreffende het in aanmerking nemen voor het pensioen van diverse weddenbijslagen toegekend aan magistraten vervangt dat vijfde lid, zodat het voormelde besluit van 10 juli 2001 hierdoor doelloos is geworden.

[4] *Voetnoot 4 van het geciteerde advies:* Aangezien in de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp, waarover voormeld advies 42.843/2 is verstrekt, niet wordt verwezen naar dat koninklijk besluit van 10 juli 2001, is die zin dus correct gesteld.

[5] Advies 47.006/2/V van 4 augustus 2009 over het ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het koninklijk besluit van 27 september 2009 'tot gelijkstelling van de mandaten, toegekend aan bepaalde ambtenaren-generaal van de Franse Gemeenschap, met een vaste benoeming inzake pensioenen en inaanmerkingneming van de aan deze mandatarissen toegekende premie voor de pensioenberekening'.